

**L'APPARITION DES « ZONES GRISES » COMME CONSEQUENCE DE LA
VIOLENCE ACCRUE. ÉTUDE DES CAS : L'ÉTAT DE SINALOA AU
MEXIQUE ET LE DEPARTEMENT DE CAQUETA EN COLOMBIE**

**THE APPEARANCE OF «GRAY AREAS» AS A RESULT OF INCREASED
VIOLENCE. CASE STUDY: THE STATE OF SINALOA IN MEXICO AND
THE DEPARTMENT OF CAQUETÁ IN COLOMBIA**

Artículo Científico Recibido: 22 de febrero de 2017 Aceptado: 24 de abril de 2017

Nikolas Kouloglou¹
nkouloglou@hotmail.com

RESUME: L'article traite le sujet des « zones grises » en deux parties. Dans la première partie, se présente une analyse des similitudes de ce phénomène dans le cas du Mexique et de la Colombie et plus précisément dans l'État de Sinaloa et le département de Caquetá respectivement. Ensuite, dans la deuxième partie, les divergences du phénomène se sont étudiées dans les deux cas. L'objectif est d'étudier de manière critique et comparative cette question dans les États démocratiques afin de tirer des conclusions fructueuses pour des études postérieures.

ABSTRACT: The article deals with the topic of « gray areas » in two parts. The first part presents an analysis of the similarities of this phenomenon in the case of Mexico and Colombia and more precisely in the State of Sinaloa and the department of Caquetá respectively. Therefore, in the second part, the divergences of the phenomenon are studied in both cases. The aim is to critically and comparatively study this issue in the democratic states in order to draw fruitful conclusions for future studies.

MOTS-CLES:« Zones grises », violence politique, crime organisé, FARC, cartels, contrôle du territoire, construction de l'État.

KEYWORDS:« Gray areas », political violence, organized crime, FARC, cartels, territorial control, state-building.

¹ Doctorant en Sciences Politiques à l'Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité, séjour de recherche académique à l'Université Autonome Juárez de Tabasco, Mexique.

INTRODUCTION

Le phénomène des « zones grises » présente une préoccupation des sociétés modernes. Il s'agit d'un phénomène qui a connu divers concepts à travers le temps et les différents niveaux politico-culturels qu'a rencontré dans les sphères géographiques variées qui a fait son apparition.

Les concepts des « zones grises » sont tous regroupés sur un axe commun ; Il s'agit du mot « gris ». Le couleur gris définit l'élément essentiel de la notion de ce phénomène. C'est-à-dire qu'on ne sait pas exactement ce qui se passe dans ces zones, car elles ne sont pas ni blanches ni noires. Il existe un sens ambigu, un sens « gris ».

Tandis que le terme est très récent, selon l'analyse de GaïdzMinassian, le phénomène appelé « zones grises » a apparue dès l'Antiquité. *« Dès l'Antiquité, le monde a été traversé par des mouvements de rupture avec l'ordre établi, notamment aux périodes médiévales et modernes ou les zones de chaos ont proliféré à mesure que le modèle d'État occidental s'affirmait comme la seule unité juridique quadrillant le globe. Jusqu'aux années 1980, la sociologie politique n'emploie pas l'expression de « zone grise » pour les qualifier. »*².

Dans ces zones qui paraissent impénétrables par les autorités de l'État, se remet en cause le monopole de la contrainte physique légitime dans le sens wébérien³. Ce « monopole » ne peut plus être exercé par les forces d'ordre et le Droit s'exerce par des groupes non-étatiques. Ces groupes, dans la majorité des cas, sont armés, mais ils ne cherchent pas toujours à substituer les institutions de l'État et construire un État dans l'État.

GaïdzMinassian, dans son étude des « zones grises », insiste sur le fait qu'une telle zone ne doit pas forcément être militarisée. Il nous présente tout le panorama de différents concepts qui peuvent caractériser ces zones :

« Une zone grise est un espace-avec ou sans clôture- de dérégulation sociale, de nature politique (autodétermination, séparatisme ou sanctuarisation) ou socioéconomique (espaces de criminalité, espaces déshumanisés, espaces désocialisés), de taille variable-de la poche à la province-, essentiellement terrestre, parfois maritime, dépendant d'un État souverain dont les institutions centrales ne

²MinassianGaïdz., *Zones grises : Quand les États perdent le contrôle*, Autrement, Paris, 2011, p.10.

³ Weber Max, traduit par Jacques Chavy et Eric de Dampierre., *Économie et société, Tome 1 : les catégories de la sociologie*, Collection Pocket, Éditions Agora, Paris, 2003, p.96.

parviennent pas-par impuissance ou par abandon- à y pénétrer pour affirmer leur domination, laquelle est assurée par des micro-autorités alternatives. Ces entités rivales et non reconnues instaurent un ordre de substitution plus ou moins violent, structure, achevé, et accepté par les populations qui s'y trouvent, avec une volonté de privatiser le territoire sous contrôlée en vue de se séparer de l'État de tutelle pour en construire un autre ou de le rançonner pour jouir de ses richesses matérielles sans pour autant le désintégrer. »⁴.

Cette définition des « zones grises » élaborée par GaïdzMinassian nous permet d'effectuer la distinction de deux sous-catégories: la stato-centrée et la socioéconomique.

La première se fonde sur la guerre, la violence politique et la contestation. Soit il s'agit de désintégrer l'État dont on ne reconnaît plus l'autorité, soit il s'agit de renverser le régime sans rompre totalement le tissu étatique. Cette catégorie se divise en quatre cas : « *la zone grise de type guérilla (Colombie, Tchétchénie), la zone grise de type terroriste (Pakistan, Sahel, Gaza, Tchétchénie,) la zone grise de type maritime (cote de la Somalie, mer de Chine) et la zone grise de type proto-État (Haut-Karabagh, Transnistrie, Gaza).* »⁵.

La deuxième sous-catégorie met l'accent sur la criminalité organisée et ses considérations socio-économiques ou l'appât du gain règne en maître sans que soit remise en question l'intégrité de l'État, puisqu'il faut le saigner et non l'abattre. Les exemples de cette sous-catégorie sont les suivants : « *la zone grise aux mains de mafia (Italie, Albanie, Triangle d'Or), la zone grise aux mains de gangs violents issus de pays riches (États-Unis, Mexique), la zone grise propre à ces poches violentes dans certaines banlieues à risqué en France et enfin la zone grise au milieu des bidonvilles ou « jungles de béton » des mégalo-polis du tiers-monde (Rio de Janeiro, Karachi).* »⁶.

Dans le cas colombien, comme on observe, les FARC ont occupé ces zones afin de défier l'État et les politiques menées par les partis conservateur et libéral, notamment sur le secteur agricole et la redistribution de terre. Il s'agit, ainsi, de la violence politique. Cependant, dans le cas mexicain, qui relève de la seconde sous-

⁴MinassianGaïdz., *op. cit.*, Autrement, Paris, 2011, p.11.

⁵MinassianGaïdz., *Ibidem*, Autrement, Paris, 2011, p.12.

⁶MinassianGaïdz., *Ibidem*, Autrement, Paris, 2011, p.12.

catégorie de la définition des « zones grises », les organisations criminelles ne cherchent pas tout à fait à remettre en cause l'État, parce qu'ils l'ont plutôt besoin afin de développer leur économie criminelle parallèle.

Ainsi, dans cette étude, nous analyserons les convergences et les divergences que peuvent présenter deux cas qui relèvent des différentes sous-catégories des « zones grises ». Plus précisément, nous focaliserons sur deux régions conflictuelles ; d'une part, l'État de Sinaloa au Mexique et la partie de la Sierra Madre occidentale et d'autre part, le département de Caquetá, en Colombie, au sud du pays.

I. Les similitudes des « zones grises » dans l'État de Sinaloa et le département de Caquetá

Tout d'abord, avant tout, il faut mettre en évidence quelques éléments qui vont nous aider afin de comprendre les particularités de ces deux régions.

Le facteur géographique constitue l'élément crucial dans les deux régions de notre étude. D'un côté, l'État de Sinaloa, en matière géographique, présente des aspects qui le rend important pour la production de drogue et l'épanouissement des activités liées au narcotrafic dès l'apparition de ces phénomènes sur le territoire mexicain. De l'autre côté, le département de Caquetá grâce à son emplacement et sa physionomie géographique a constitué le théâtre des différentes disputes pour son contrôle dans l'histoire colombienne.

L'État de Sinaloa se situe entre la côte du Golfe de la Californie et une partie de la Sierra Madre occidentale qui est une chaîne de montagnes et qui s'étend notamment sur les États de Sonora, Chihuahua, Durango, Sinaloa, Zacatecas et Nayarit. Cet emplacement géographique lui ont permis de connecter le Mexique avec les États-Unis depuis le 19^{ème} siècle⁷. De plus, Sinaloa constitue la terre que produit opium au centre de l'État et marijuana au sud depuis le début du 20^{ème} siècle⁸.

Le département de Caquetá est situé dans la zone de transition de la Cordillère des Andes et il s'agit d'un couloir de transit entre la région andine, l'Amazonie et le sud de la plaine orientale, et se classe troisième, en extension

⁷ Osorno Diego Enrique., *El cartel de Sinaloa, una historia del uso político del narco*, RandomHouseMondadori, México, D.F., 2009, p.13.

⁸ Osorno Diego Enrique., *Ibidem*, RandomHouseMondadori, México, D.F., 2009, p.14.

territoriale du pays⁹. Le caractère conflictuel de ce département colombien se voit par la continuité de son histoire. Les groupes de guérilla, les paramilitaires et les organismes voués à la drogue ont trouvé dans ce département un lieu propice pour le développement de leurs activités illégales et la confrontation armée¹⁰.

De plus, outre que la violence présente dans la région, l'économie illégale constitue un aspect aussi bien présent. Au sein de cette zone, l'importance économique de la culture et la transformation de feuilles de coca est évidente. En 2013, en ce qui concerne le classement national, ce département en Colombie s'est situé à la sixième place en termes de plantation de coca¹¹.

Pourquoi les organisations criminelles mexicaines ont choisi l'État de Sinaloa afin de développer leurs activités illicites liées aux narcotrafic ? Pourquoi les FARC se sont basées au département de Caquetá, même après 2005 qu'elles commencent à perdre la majorité de leur puissance ?

Comme on l'a évoqué au-dessus, le facteur géographique constitue un élément crucial dans les deux cas. Il y a trois aspects communs dans les deux cas qu'on doit mentionner concernant ce facteur d'emplacement géographique ; En premier lieu, les deux zones offrent une variété de possibilité d'évasion au cas où se présente un « ennemi » qui pourrait défier les activités criminelles. Sinaloa tient à sa disposition les ports de la côte du Golfe de Californie d'un côté, et une partie de la Sierra Madre occidental, de l'autre, qui servent parfois comme « sorties de secours ». Caquetá, également, région montagneuse et forestière dans une partie de la jungle amazonienne, constitue une zone idéale pour la guerre menée par les guérillas.

En deuxième lieu, le climat de ces deux régions favorise la cultivation et la production de drogue ; à Sinaloa l'opium et la marijuana, à Caquetá la coca. Le narcotrafic va constituer l'élément crucial pour les fonctionnements des groupes armés illégaux qui veulent accaparer le contrôle du territoire dans les deux régions. Il s'agit de leur principale ressource économique. Les FARC l'ont eu besoin afin de financer leur lutte politique armée contre les autorités colombiennes et pour les cartels mexicains qui opèrent dans la zone, le trafic de stupéfiants représente leur

⁹ Centro Nacional de Memoria Histórica - Caquetá: conflicto y memoria. Bogotá: Imprenta Nacional de Colombia (2013), p.3.

¹⁰ Centro Nacional de Memoria Histórica - *Ibidem* (2013), p.3.

¹¹ Centro Nacional de Memoria Histórica - *Ibidem* (2013), p.3.

« negocio », leur business primordial. Ainsi, le contrôle de ces deux zones n'était pas choisi au hasard.

En troisième lieu, outre le terrain fertile pour la drogue, ces deux régions offrent également un terrain inaccessible à des personnes que ne le connaissent pas bien. C'est-à-dire que les montagnes et la végétation sauvage de Sinaloa, et les montagnes et la jungle de Caquetá ont créé des forts naturels parfois impénétrables par les autorités étatiques. Les FARC et les cartels mexicains profitent de la nature de ces territoires afin de les transformer en zones sous leur contrôle. Ces trois aspects complètent le facteur géographique et renforcent les raisons pour lesquelles ces groupes armés illégaux ont choisi ces deux régions.

Le contrôle du territoire dans ces deux zones constitue également une convergence. Ce contrôle permet l'épanouissement des activités criminelles par les organisations armées illégales mexicaines à l'État de Sinaloa, ainsi que par la guérilla des FARC dans le département de Caquetá.

A. Le cartel de Sinaloa, acteur principal de l'État homonyme

A cet effet, il faut souligner la grande influence du cartel de Sinaloa qui développe son histoire de manière inhérente à la région. Le cartel de Sinaloa a commencé ses activités liées au narcotrafic dans les années 1960 et 1970¹². Ensuite, à la fin des années 1970, le cartel a subi sa première restructuration et par conséquent s'est fragmenté en deux cartels : celui de Sinaloa et le cartel de Tijuana. « *Le premier est resté dans les mains de Hector Luis Palma Salazar (« El Guero »), Adrián Gómez González y Joaquín Guzmán Loera (« El Chapo ») et le deuxième s'est mis en charge des frères Arellano Félix »*¹³.

Dans les années 1990, « El Chapo » a été arrêté et il a été mis en prison pour la première fois et il a continué à s'en charger du cartel depuis la prison. En 1995, Palma Salazar a été aussi arrêté et en ce moment toute l'organisation est tombée sur les mains d'El Chapo Guzmán. Lorsqu' El Chapo a échappé de la prison de Puente Grande en 2001 avait comme objectif la création d'une coalition nationale des narcotrafiquants de Sinaloa, unifiant les cartels de Sinaloa et de Juárez qui était

¹² General Bucio Rodríguez Luis., *Participación de las Fuerzas Armadas en la estrategia de combate al narcotráfico del Presidente Felipe Calderón Fournier*, (Thèse de doctorat inédite), Secretaría de la Marina, Armada de México, Centro de Estudios Superiores Navales, México, 2016, p.57.

¹³ General Bucio Rodríguez Luis., *Ibidem*, (Thèse de doctorat inédite), Secretaría de la Marina, Armada de México, Centro de Estudios Superiores Navales, México, 2016, p.58.

dirigé par les frères Carrillo Fuentes¹⁴. En ce moment cette coalition contrôler le trafic de marijuana, d'amphétamines et de cocaïne.

La Fédération, comme elle s'appelait cette coalition des narcotrafiquants, fut dissoute quand des disputes et des affrontements armés ont commencé entre la famille de Carrillo Fuentes et d'El Chapo Guzmán en 2004. Ainsi, l'échec de la Fédération de contrôler le trafic de drogue à la région de Nuevo Laredo a eu comme conséquence le déclenchement d'une spirale de violence qui a également touché la Ciudad Juárez et elle s'est intensifiée en 2008-2009¹⁵.

En 2008, les frères Beltrán Leyva, décident à se séparer par le cartel de Sinaloa et forment leur propre cartel. La rupture entre les frères Beltrán Leyva et le cartel de Sinaloa a également eu comme conséquence l'escalade de violence à différentes zones du pays, notamment au centre et à la côte du Pacifique et elle était aussi un de détonateurs de la violence accrue à la Ciudad Juárez¹⁶. Avec la détention de membres importants des sections de l'organisation comme Ignacio « Nacho » Coronel, en 2010, a émergé un nouveau groupe qui est connu comme le Cartel de Jalisco Nouvelle Génération¹⁷.

Toute l'histoire de cartel de Sinaloa démontre que cette organisation criminelle a également eu ses moments de rupture et de séparation qui l'ont affaibli. Néanmoins, le facteur crucial qui le rend peut-être le groupe criminel plus puissant du pays selon John Bailey relève du contrôle de territoire dans la zone du fameux « Triangle d'Or », région qui inclut une partie d'États de Sinaloa, Chihuahua et Durango et il s'agit d'une des régions du pays avec une forte production de drogue. « Le cartel de Sinaloa est profondément enraciné dans de nombreuses communautés dans les États de « Triangle d'Or » : Chihuahua, Durango et Sinaloa. C'est actif dans plusieurs pays d'Amérique centrale et du Sud ainsi que dans les États-Unis et en Europe »¹⁸.

¹⁴ Osorno Diego Enrique., *op. cit.*, Random House Mondadori, México, D.F., 2009, p.140.

¹⁵ Osorno Diego Enrique., *Ibidem*, Random House Mondadori, México, D.F., 2009, p.144-145.

¹⁶ Rodríguez Ferreira Octavio., De casus belli: Violencia y delincuencia organizada en México, dans *Mercados ilegales y violencia armada: los vínculos entre la criminalidad organizada y la conflictividad internacional*, Josep Ibáñez Muñoz et Constanza Sánchez Avillés (dir.), Tecnos, Madrid, 2015, p. 82.

¹⁷ Rodríguez Ferreira Octavio., *Ibidem*, dans *Mercados ilegales y violencia armada: los vínculos entre la criminalidad organizada y la conflictividad internacional*, Josep Ibáñez Muñoz et Constanza Sánchez Avillés (dir.), Tecnos, Madrid, 2015, p. 81.

¹⁸ Bailey John., *Crimen e impunidad, las trampas de la seguridad en México*, Penguin Random House, Mexico, 2014, p. 163.

Le contrôle du territoire constitue un facteur crucial pour la survie de chaque organisation criminelle. Jusqu'à la fin des années 1990, les cartels mexicains ne s'étendent pas à toute la longueur et largeur du pays. Néanmoins, les tentatives d'expansion de la part du cartel de Golfe-Zetas et du cartel de Sinaloa ont eu comme conséquence que ces groupes criminels se sont dirigés vers un type d'organisation de hiérarchie régional¹⁹. Il s'agit d'une nouvelle forme d'organisation que les permet avoir un contrôle géographique plus large couvrant presque la totalité du territoire national. Ces organisations cherchent, en quelque sorte, à répliquer les autres organisations²⁰.

Sur cette évolution du contrôle territorial, ces dernières années, a également insisté l'ex-président de la République Mexicaine, Felipe CalderónHinojosa, lors de son entretien avec le General Luis Bucio Rodriguez :« Dans le passé, le narcotrafic traditionnel ce qu'il cherchait c'était le contrôle des routes, mais maintenant sont les villes, le village entier. »²¹.

Ainsi, nous allons observer comment ce contrôle territorial constituait également un élément clé pour l'expansion et le développement de la force de la guérilla des FARC notamment dans le département de Caquetá.

B. Le bloc sud des FARC

Comme on l'a déjà évoqué, le département de Caquetá constitue un point stratégique significatif pour les guérillas, les paramilitaires et les narcotrafiquants colombiens, grâce à son emplacement géographique. Outre son importance géographique la région constituait le théâtre de violence durant presque tout son histoire. La présence des FARC (1968-2013), de la guérilla M-19 (1978-1985), des groupes paramilitaires (1987-2006), le génocide de la Union Patriotique (1988-2002), les assassinats de gouverneurs (1996-2009) et des maires (1997-2010) et les enlèvements (1997-2010)²² conceptualisent la situation conflictuelle de cette partie de la Colombie.

Le bloc sud des FARC constituait un de groupes plus puissants et important pour la force militaire et économique de la guérilla. Dans un premier temps, ce bloc détenait une place stratégique qui couvrait la frontière sud près du Pérou et de

¹⁹ General Bucio Rodríguez Luis., *op. cit.*, (Thèse de doctorat inédite), Secretaría de la Marina, Armada de México, Centro de Estudios Superiores Navales, México, 2016, p.107.

²⁰ General Bucio Rodríguez Luis., *Ibidem*, (Thèse de doctorat inédite), Secretaría de la Marina, Armada de México, Centro de Estudios Superiores Navales, México, 2016, p.108.

²¹ General Bucio Rodríguez Luis., *Ibidem*, (Thèse de doctorat inédite) Secretaría de la Marina, Armada de México, Centro de Estudios Superiores Navales, México, 2016, p.109.

²² Centro Nacional de Memoria Histórica – *op. cit.*, (2013), p.4.

l'Équateur. « C'est une zone où nous nous replions régulièrement. Avec des reliefs tourmentés et couverts de forêts, ces frontières sont difficiles à surveiller. Cette zone est bordée par les départements du Putumayo, de Caquetá et de Huila dans lesquels la production de drogue n'a cessé de croître dans les années 1990. Ces sont autant de régions où les FARC ont concentré 60% de leurs forces armées. »²³.

A ce point il faut souligner que le bloc sud a profité du « savoir-faire » et des installations mises en place par les cartels colombiens et notamment celui de Cali. Après la mort de Pablo Escobar en 1993, la guérilla a eu des contacts avec Gilberto et Miguel Rodriguez Orejuela, les deux leaders du cartel qui ont succédé à Pablo Escobar²⁴. Sur le plan économique, seulement le département de Caquetá a attribué entre 5 à 7 tonnes de production de cocaïne et ce sont près de 1.200 millions de dollars qui ont été rétribués à la guérilla par an, en 2008²⁵.

Ainsi, afin de comprendre l'importance du contrôle du département de Caquetá, il faut signaler un élément étroitement lié à sa signification économique. La réorganisation des FARC a commencé entre 1998 et 2002 de la présidence d'Andrés Pastrana et elle a continué pendant la période de deux mandats d'Álvaro Uribe (2002-2010). Dans ces trois périodes présidentielles la guérilla a reçu les coups plus sévères de son histoire qui ont conduit à sa débilitation militaire et économique et la perte de grandes parties du territoire qui contrôlait.

Dans l'optique de la réorganisation de la guérilla pendant ces coups sévères, les FARC ont commencé à abandonner les grandes villes et à revenir aux grands points stratégiques, afin de maintenir leurs poids sur le rapport des forces contre les groupes paramilitaires et les forces armées étatiques. Ainsi, elles ont investi à certaines zones dans le sud du pays qui sont difficiles à accéder²⁶.

La première phase d'expansion des FARC a eu lieu entre 1968 et 1974. Durant cette phase, la guérilla a attaqué des régions éloignées et défavorisées par l'État, plus particulièrement au sud du pays, inclus le département de Caquetá. Dans cette zone, les FARC ont été établies comme la seule force réglementaire de l'ordre social. L'une des principales activités dans cette zone a été le trafic de la drogue. Elles ont agi dans la région comme intermédiaires entre les producteurs et les

²³ Pascal Drouhaud., *FARC, Confessions d'un guérillero*, Choiseul Editions, Paris, 2008, p.63.

²⁴ Pascal Drouhaud., *Ibidem*, Choiseul Editions, Paris, 2008, pp.75-76.

²⁵ Pascal Drouhaud., *Ibidem*, Choiseul Editions, Paris, 2008, p.76.

²⁶ Pascal Drouhaud., *Ibidem*, Choiseul Editions, Paris, 2008, p.66.

négociants de stupéfiants, pour atteindre l'une de leurs sources de financement. En l'absence d'une infrastructure institutionnelle qui répond aux besoins des habitants de la région, les FARC ont exercé des fonctions de médiation dans la population, le contrôle des comportements et des pratiques²⁷.

L'importance stratégique du département de Caquetá relève également du fait de la décision politique de l'ex-président Andrés Pastrana d'établir la fameuse « Zone de détente », une zone démilitarisée afin de commencer le premier effort de négociations de paix avec les FARC, au sein de la région de San Vicente de Caguán. Dans ces zones, les guérilleros ont construit des routes importantes qui ont servi à mobiliser ses structures armées et d'améliorer les différents étapes de la chaîne productive des économies régionales de coca²⁸.

Dans le cas de la région de Caquetá, il s'agissait de la production socio-spatiale d'un territoire où la convergence territoriale entre les FARC et les cultures de feuilles de coca avait comme toile de fond la question de la redistribution des terres qui n'était pas encore résolue, l'exclusion politique et économique de paysans et l'imposition de la part de la guérilla d'un ordre alternatif qui désirait parfois substituer l'État central²⁹.

Outre la production de cultures illicites dans l'État de Sinaloa et dans le département de Caquetá, les deux zones, de notre étude, présentent des éléments communs sur d'autres activités criminelles qui sont éminemment liées à la violence accrue.

C. La violence accrue dans les régions de « Triangle d'Or » et de département de Caquetá

1. Le « Triangle d'Or »

La zone de « Triangle d'Or » est contrôlée par le cartel de Sinaloa. Les avantages géographiques, qu'on a déjà analysé, et son climat permettent l'épanouissement de la production de drogue, notamment la marijuana et le pavot. Outre les routes lucratives pour l'acheminement de la drogue vers les États-Unis, les années plus récentes, les cartels se disputent également pour le contrôle du territoire.

²⁷ Centro Nacional de Memoria Histórica -*op. cit.*, (2013), p.8.

²⁸ Teófilo Vásquez., *Caquetá Análisis de conflictividades y construcción de paz*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.26.

²⁹ Teófilo Vásquez., *Ibidem*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, pp. 50-51.

Le « Triangle d'Or » représente la pomme de discorde, parce que des différents cartels veulent accaparer son contrôle, notamment après la capture d'*El Chapo* Guzmán en janvier 2016, par les autorités mexicaines. Il faut signaler que l'État de Sinaloa constitue la terre natale des fameux leaders narcotrafiquants comme *Ismael Mayo Zambada*, *el Chapo* Guzmán, Miguel Félix Gallardo, Rafael Caro Quintero et les frères Beltrán Leyva entre autres³⁰. Après les diverses fragmentations, que le cartel de Sinaloa a connu, le caractère conflictuel de la zone devient incontestable.

Sinaloa était également un des États fédérés mexicains qui a connu une augmentation de violence après le déclenchement de la politique militarisée de Felipe Calderón en 2006. Diego Enrique Osorno caractérise l'État de Sinaloa comme le « symbole de l'échec de l'actuel politique de combat contre la drogue »³¹.

En juin 2016, il a eu lieu un attentat contre des membres de l'organisation de Sinaloa par les restes du cartel des frères Beltrán dirigé par leur leader, Alfredo Beltrán Guzmán, alias « *el Mochomito* », fils d'Alfredo Beltrán Leyva et neveu de Joaquín *El Chapo* Guzmán. A partir de cet attentat, une escalade de violence a déclenché sur toute la zone de « Triangle d'Or » et également dans les villes et villages de l'État de Sinaloa.

Outre la dispute armée qui s'étend à cette zone entre les organisations criminelles qui veulent contrôler le territoire, à partir de 2014, la SEDENA (Secretaría de Defensa Nacional) -Ministère de la Défense- a lancé l'Opération Intégrale Sinaloa-Durango, afin d'éradiquer les cultures de drogue de marijuana et de pavot. Dans le cadre de cette opération des soldats ont été déployés sur le terrain terrestre sur trois phases, afin de se coïncider avec le temps de récolte de pavot et de marijuana, de janvier au début mars, dès la fin de mars à juin et dès octobre à décembre.

L'Opération Intégrale Sinaloa-Durango a deux objectifs ; en premier lieu, la recherche et éradication de pavot et de marijuana et en deuxième lieu, l'assistance sociale envers les communautés marginalisées de la Sierra Madre occidentale, afin d'aider les paysans avec des services qui n'accordent pas les autorités étatiques ni municipales pour dissuader les jeunes de la criminalité organisée. Cette opération a

³⁰ Osorno Diego Enrique., *op. cit.*, RandomHouseMondadori, México, D.F., 2009, p.14.

³¹ Osorno Diego Enrique., *Ibidem.*, RandomHouseMondadori, México, D.F., 2009, p.14.

commencé en 2014 et continue jusqu'à maintenant, afin de détruire les laboratoires de production de la drogue dans la région.

En septembre 2016, dans cette zone durant une embuscade menée par les organisations criminelles qui opèrent dans la région, cinq militaires de la force de l'Opération Intégrale Sinaloa-Durango ont été assassinés. La SEDENA a déjà déployé 5000 troupes dans la zone dans le cadre de cette opération. Des hélicoptères sont déployés afin de soutenir les opérations terrestres.

De plus, afin de renforcer l'opération, la SEDENA a un poste stratégique de Sécurité Militaire Mobile sur l'autoroute principale de Durango-Mazatlán. Avec un détecteur de rayons gamma, les éléments de l'armée scannent les véhicules qui passent afin d'observer leur intérieur et sécuriser tout produit illicite qui a réussi à échapper aux opérations menées sur les montagnes.

Les organisations criminelles qui opèrent dans l'État de Sinaloa transportent de la drogue, des armes et de l'argent à travers les voies terrestre, ferroviaire, maritime et aérienne reliant l'État à la péninsule de Basse Californie et la côte du Pacifique. Il est aussi très fréquent d'utiliser des aéronefs pour les activités illicites sur la plaine de Culiacán. Sur la Sierre de Sinaloa l'opération d'éradication est effectuée avec le soutien de la Force Aérienne Mexicaine (FAM).

Cette situation conflictuelle a été aussi présente dans la région du département de Caquetá en Colombie. La violence accrue constituait un phénomène inhérent à l'histoire de cette région, comme on l'a déjà analysé.

2. Les phénomènes de violence à Caquetá

La violence générée par le conflit armé en Colombie est évidemment arrivée à la zone de Caquetá. L'augmentation de la violence armée a connu comme conséquences directes la violation des droits de l'homme et le déplacement forcé de plusieurs familles de la population de Caquetá.

Selon l'analyse de Teófilo Vásquez, cette violence armée à Caquetá peut se diviser en trois grandes phases : en premier lieu, en la période entre 1990 et 1997 qui est caractérisée par la violence politique du pouvoir local et la stagnation du conflit armé ; en deuxième lieu, entre 2000 et 2006, lorsqu'ils ont eu lieu les dialogues frustrants entre le gouvernement Pastrana et les FARC, qui avaient comme épicrocentré la région de San Vicente del Caguán, et puis, l'offensive militaire menée contre les FARC-EP, mise en œuvre par le gouvernement d'Alvaro Uribe ; et en

dernier lieu, entre 2006 et 2012, lorsque s'est produite la réactivation de la guérilla avant l'épuisement du plan de la Sécurité démocratique d'Alvaro Uribe³².

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'émergence de l'Union Patriotique sur la scène politique du pays, a ouvert un nouveau cycle de violence politique et plusieurs de ses membres et représentants étaient assassinés. De plus, depuis 1987, il avait commencé une série d'assassinats contre les dirigeants du Parti libéral. La violence contre les dirigeants et les membres de l'Union Patriotique était encore plus spectaculaire, car entre 1986 et 1993 ont été tués 23 de ses membres³³.

Au début des années 90, l'Union Patriotique était pratiquement « éteinte » et le Parti conservateur avait subi un recul considérable, même dans son ancien fief dans le sud de Caquetá. Pendant le gouvernement d'Ernesto Samper (1994-1998) eu lieu une phase de stagnation dans l'intensité du conflit armé. D'une part, c'était sans doute lié la restructuration de FARC-EP à la nouvelle stratégie lancée lors de la huitième Conférence et, d'autre part, à la paralysie de l'action des forces de sécurité, résultant de la crise de gouvernance provoquée par le scandale appelé « processus 8000 ». En effet, entre 1994 et 1997 l'intensité du conflit a atteint un des niveaux les plus bas de son histoire³⁴.

En 1998, le gouvernement de Pastrana a signé la résolution par laquelle la « zone démilitarisée » a été créée, qui couvrait cinq municipalités, y compris celle de San Vicente delCaguán qui constituait la scène principale du dialogue avec la guérilla des FARC-EP. La démilitarisation de cette zone a généré une réduction de la violence associée au conflit armé, mais à son tour, la violence était déplacée vers les régions voisines.

Les guérilleros ont utilisé la zone afin de construire des voies militaires en fonction de ses objectifs d'expansion militaire et territoriale. Les FARC-EP ont cherché à sécuriser le trafic entre les plaines afin de neutraliser la zone que les paramilitaires et les forces de sécurité avaient construit autour de la « zone de détente »³⁵. Dans le sud de Caquetá, l'épicentre des groupes paramilitaires a été localisé dans la

³² Teófilo Vásquez., *op. cit.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.22.

³³ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.23.

³⁴ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.24.

³⁵ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.24.

commune de Morelia. Leurs activités se sont intensifiées à partir de la fin de 2002, avec principale objectif la construction d'un corridor de sécurité.

En 2003, il a émergé la dispute territoriale entre les groupes paramilitaires et la guérilla. Les premiers s'étendaient du Bas et du Moyen Putumayo à travers le sud du département de Caquetá dans le sens sud-nord afin d'exercer la pression à la région de Caguán, où ils confrontaient aux guérilleros qui opéraient dans la direction opposée en avançant du nord au sud³⁶. Dans ces zones, la guérilla a également construit des routes importantes qui ont servi à mobiliser ses structures armées et d'améliorer les différentes étapes de la chaîne de production régionale des économies de coca.

Après la rupture de négociations de paix avec le gouvernement Pastrana, la « Zone de détente » est redevenue une zone militarisée. L'échec des négociations et le climat défavorable consécutive contre un règlement diplomatique du conflit a fait émerger le triomphe électoral d'Álvaro Uribe en 2002 et sa réélection en 2006, et ses politiques dans le cadre du Plan de Sécurité Démocratique. Sous l'objectif de parvenir la défaite des guérilleros, les Plans Patriote et Consolidation ont été adoptés et ils avaient comme scène principale la région de San Vicente del Caguán et les zones de Moyen et Bas Caguán. Ces deux plans ont été adoptés afin de frapper les FARC-EP dans ses bastions historiques, briser leurs corridors stratégiques de mobilité et éroder les bases sociales qu'ils avaient construit dans ces deux territoires³⁷.

D'ailleurs, autour de 2005, la guérilla a commencé à perdre une grande partie du territoire qui contrôlaient par les coups consécutifs des forces armées colombiennes et des groupes paramilitaires. « Dans ce contexte, nous nous sommes réorganisés sur tout le territoire national en sept blocs dont les blocs des Caraïbes, du Nord-Occident, celui du Sud et le bloc oriental qui à eux deux rassemblent 60% des forces des FARC. », raconte Estéban Ávila à Pascal Drouhaud³⁸.

En 2007, la baisse de la capacité à la fois militaire et le contrôle territorial de la guérilla à Caquetá était évidente. La violence dans la région continuait à rester à des niveaux élevés. En 2008, les FARC ont continué d'avoir une forte présence dans le Moyen et le Bas Caguán, elles ont continué les extorsions et les enlèvements, en produisant des déplacements forcés de la population, et elles ont également

³⁶ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.25.

³⁷ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, pp.26-27.

³⁸ Pascal Drouhaud., *op. cit.*, Choiseul Editions, Paris, 2008, p.81.

continué à recruter des mineurs. Les offensives des autorités colombiennes contre la guérilla ont impliqué des actions contre la population civile dans plusieurs cas³⁹.

En 2009, le plan de Sécurité Démocratique d'ÁlvaroUribe a produit ses résultats. La guérilla avait perdu une grande partie du territoire qui contrôlait et n'avait plus la même influence dans la vie politique locale. Les offensives violentes par les paramilitaires ont joué un rôle significatif dans ces évolutions. D'ailleurs, « *la politique publique de sécurité pendant les deux mandats d'Uribe s'était fondée sur l'idée que la violence et l'existence de groupes armés non étatiques viennent d'un problème de manque de l'État, ce qui crée un espace vide qui facilite, à son tour, le crime organisé et rend difficile la protection efficace aux droits de propriété* »⁴⁰. Ainsi, ce qu'on pourrait observer dans le département de Caquetá, c'est l'existence de la souveraineté fragmentée, où le gouvernement et les FARC-EP exercent simultanément la souveraineté sur le même territoire.

La violence accrue a persisté dans la zone les années plus récentes, même après l'élection du président actuel Juan Manuel Santos. En 2010 et 2011, une grande partie de population des municipalités du département de Caquetá, ont rapporté plusieurs violations des droits de l'homme devant le Défenseur du Peuple, commises par les paramilitaires et les FARC-EP pendant leurs disputes pour le contrôle du territoire et le monopole dans le narco business de cocaïne.

« *Contrairement à la tendance nationale et de nombreuses autres régions du pays, à Caquetá le nombre de morts et de blessés au combat est supérieur au nombre total de victimes du Droit International Humanitaire (DIH). Dans ce département, le total des combattants morts et blessés était 1.616 et, par contre, le nombre de victimes du DIH était près de la moitié. La violence mortelle à Caquetá, à savoir, les assassinats politiques, les assassinats communs, les homicides intentionnels de personnes protégées et les personnes tuées au combat font un total de 10.323* »⁴¹.

Dans le département de Caquetá, la violence meurtrière est plus liée à des conflits interpersonnels qu'à une violence résultante directement du conflit armé ou de la violence politique. Mais, contrairement au reste du pays, le fait que la zone de

³⁹ Teófilo Vásquez., *op. cit.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.28.

⁴⁰ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.30.

⁴¹ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, pp.31-32.

Caquetá constitue un scénario de confrontation armée contre les FARC-EP, à côté d'une présence paramilitaire plus petite, a signifié une plus grande régularité du conflit par rapport à d'autres régions, où la présence paramilitaire a mené des attentats sans distinction contre des civils, qu'ils se sont considérés comme la base sociale de la guérilla- afin d'affronter la guérilla militairement⁴².

Le processus de négociation de paix qui a commencé en 2012 à la Havane entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et les représentants des FARC-EP, a beaucoup diminué les phénomènes de violence également dans le bastion historique de la guérilla dans la zone de Caquetá. Entre temps, en 2006, le groupe paramilitaire –peut-être le plus important en Colombie-, les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) fut officiellement dissout. En 2009, l'organisation qui a succédé les AUC, les Aigles Noirs, fut également dissoute, mettant fin à la quasi-totalité des groupes paramilitaires colombiens.

Après 4 ans de négociation, en 2016, le gouvernement Santos et les FARC-EP ont conclu un accord de paix et de cessez-le-feu définitif. Cet accord devrait être accepté par la majorité de la population colombienne à travers le referendum qui s'est tenu le 2 octobre 2016 afin de le légitimer. Néanmoins, le 50,21% des Colombiens ont refusé cet accord et dans cette faible majorité la population de Caquetá était incluse. En novembre 2016, après trois semaines de négociations supplémentaire, après le résultat négatif de referendum, les deux parties négociantes ont conclu un nouvel accord de paix qui était ratifié par le parlement colombien le 31 novembre. Ainsi, la Colombie entre officiellement dans la phase de post-conflit et le processus de démobilisation des ex-guérilleros.

Outre la violence accrue, qu'on a analysé au-dessus, il existe d'autres facteurs similaires dans les zones grises de cette étude comparative, comme la pauvreté, l'isolement de ces régions de grands centres urbains, ce qui permet aux acteurs armés illégaux à trouver le terrain fertile afin de manipuler la population.

D. Les facteurs de la montée de la violence et la manipulation de la population dans les cas du Mexique et de la Colombie

En ce qui concerne l'État de Sinaloa et la zone de « Triangle d'Or » l'aspect social joue un rôle très significatif à l'augmentation de la violence et par conséquent à sa transformation en « zone grise ». La pauvreté et l'isolement de la

⁴² Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.32.

zone constituent des éléments cruciaux qui sont éminemment liés au narco business et en conséquence à la violence.

Les habitants de la zone vivent dans des conditions difficiles et quasi d'abandonnement de la part des autorités locales. Les installations même et les infrastructures étatiques ne sont pas au niveau adéquate afin d'offrir des conditions de vie normales à cette partie de la population mexicaine. Dans la majorité des maisons qu'il existe dans la zone, il n'y a pas de drainages, ni d'eau potable, ni de transport public, ni d'hôpitaux, ni de stations d'essence.

Cette zone est tellement isolée que seulement des camions 4x4 peuvent arriver après d'heures de trajet sur des chemins qui ne sont pas bien construits. Dans le cadre de l'Opération Intégrale Sinaloa-Durango, les militaires offrent des consultations médicales et dentaires gratuites, de réparation des appareils électriques, des travaux de plomberie, et de réparation d'électricité.

Il est évident que dans une zone tant isolée de reste du pays qu'il n'y a pas beaucoup d'alternatives, le marché noir et les économies souterraines vient à remplir ce vide. Dans le cas de l'État de Sinaloa et également dans la zone de « Triangle d'Or », la population, qui dans la majorité de cas, vit sous le seuil de la pauvreté, n'a pas d'autre alternative que s'impliquer dans la grande chaîne du narco business.

Diego Enrique Osorno, à travers son analyse, se demande comment un groupe de narcotrafiquants de Sinaloa est arrivé à pénétrer la municipalité de San Pedro Garza García, de la ville de Monterrey, dans l'État de Nuevo León, la municipalité plus riche du pays. Bien que les paysans qui se sont dédiés à la plantation de stupéfiants, vivent toujours dans les mêmes conditions de vie, de pauvreté extrême, des hommes armés ont érigé panthéons de mausolées romains pour les barons de la drogue⁴³.

Les paysans de Sinaloa n'ont pas d'autre alternative que travailler à la production de drogue pour les organisations criminelles. Sur la cordillère de Sinaloa les paysans sèment la matière première de drogue et les ventes sont assurées par le cartel de Sinaloa. La population croit que les chefs du narcotrafic sont protecteurs de la société et fournisseurs d'emplois. Ainsi, la population adopte une manière de

⁴³ Osorno Diego Enrique., *op. cit.*, RandomHouseMondadori, México, D.F., 2009, p.48.

fidélité vers les narcotrafiquants et ellecoopère avec eux⁴⁴. De plus, le manque de communication avec des grands centres urbains et quasi le reste de la civilisation constitue un facteur supplémentaire sur une situation déjà marginalisée que vivent les habitants de la zone.

Dans le cas de la zone de Caquetá, la dimension sociale est similaire que les phénomènes de pauvreté et inégalité dans la région de « Triangle d'Or » et l'État de Sinaloa au Mexique. Il s'agit d'un aspect crucial afin de comprendre l'expansion territoriale des FARC et par la suite de contrôle certains territoires par les paramilitaires.

La dimension sociale dans le département de Caquetá, selon Teófilo Vásquez, est étroitement liée à la dimension économique-l'économie régionale de coca- et à la dimension institutionnelle -les échecs et les déficits de fournir des biens et des services publics⁴⁵. Il faut signaler que dans ce cas de la zone contrôlée par les FARC dans une grande partie de son histoire, le phénomène de la pauvreté constitue un aspect inhérent à cette histoire.

Comme on l'a déjà souligné auparavant, l'histoire de la région de Caquetá fut très conflictuelle et les phénomènes de violence étaient très communs. En matière de pauvreté, la situation s'est variée tout au long de l'histoire du département. Par exemple, entre les deux mandats d'Uribe (2002-2010) la pauvreté a beaucoup diminué dans la zone, mais ces taux sont restés assez supérieurs des taux de pauvreté sur le niveau national⁴⁶. Sur la même période, dans le cas de pauvreté extrême, les taux ont également diminué dans la zone et ils ont suivi la diminution des taux nationales et en 2012 ont été quasi égale⁴⁷.

Outre le facteur de pauvreté, les phénomènes des inégalités sont également présents dans la zone de Caquetá. L'inégalité constitue une des préoccupations majeures de ses citoyens parce que l'écart reste grand et même ce phénomène dans la zone est plus élevé que la moyenne nationale⁴⁸. Cela explique pourquoi les municipalités de Caquetá ont un niveau élevé de besoins fondamentaux non satisfaits, reflété dans le logement avec services de base insuffisants pour présenter le surpeuplement critique, une forte dépendance économique et les enfants d'âge scolaire qui ne vont pas à l'école pour diverses raisons⁴⁹.

⁴⁴ General Bucio Rodríguez Luis., *op. cit.*, (Thèse de doctorat inédite), Secretaría de la Marina, Armada de México, Centro de Estudios Superiores Navales, México, 2016, p.118.

⁴⁵ Teófilo Vásquez., *op. cit.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.58.

⁴⁶ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.59.

⁴⁷ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.59.

⁴⁸ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, p.60.

⁴⁹ Teófilo Vásquez., *Ibidem.*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014, pp.60-61.

Ainsi, les facteurs de pauvreté, du manque de communication et des inégalités sociales laissent un vide que des pouvoirs alternatifs non étatiques sont prêts à l'accaparer. Il s'agit de la manipulation de la population. Cette manipulation s'exprime par deux voies : d'un côté, les habitants de ces régions n'ont pas d'autre alternative d'emploi et s'impliquent à la chaîne de la production et distribution de la drogue et de l'autre côté, ils sont menacés par les acteurs armés illégaux-les organisations criminelles mexicaines et la guérilla des FARC- afin de travailler avec eux dans des conditions précaires, dans la majorité des cas.

En ce qui concerne l'État de Sinaloa et la zone de « Triangle d'Or », la pauvreté et l'opulence contrastent fortement dans la région. Alors que certains paysans plantent des haricots et d'autres aliments, généralement cela ne suffit pas pour vivre. Le principal revenu provient de la rémunération journalière des trafiquants de drogue par des plantations de marijuana et de pavot faites dans la saison des pluies. Ensuite, même avec cette activité illicite, il y a des gens qui vivent marginalement sans électricité ou d'autres services de base.

La manipulation de la main d'œuvre pas chère passe par l'économie parallèle. Les narcotrafiquants recrutent des paysans qui ont une certaine expérience dans la plantation et la récolte de marijuana et de pavot en leur donnant la possibilité d'un emploi mieux payé que leurs activités paysannes, mais illicite. Les narcotrafiquants dans leurs discours apparaissant comme les protecteurs qui vont remplir l'absence de l'État et l'insuffisance de ses institutions.

Au Mexique est également très fameuse la phrase « *plata o plomo* ». C'est-à-dire, littéralement, « d'argent ou de plomb », le dilemme que soit tu fais ce que je veux soit je vais de tuer. Il s'agit de la deuxième option qui utilisent les organisations criminelles afin de convaincre les paysans de travailler pour elles : la menace. Il y a des cas d'enlèvement des paysans, d'extorsion et de violence qui refusent à collaborer avec les narcotrafiquants.

Matthew Ingram dans une étude, qu'il a effectué sur la relation qui existe entre l'économie et la violence, a écrit que « *lorsque la situation économique se détériore dans les communautés voisines, la violence locale augmente, ce qui suggère que l'homicide est commis localement mais par des individus dans des*

zones éloignées économiquement défavorisées. »⁵⁰. Ainsi, la relation entre les conditions de vie détériorées et les phénomènes de violence est étroitement liée.

Suite à l'absence institutionnelle de l'État dans des régions isolées comme une partie de l'État de Sinaloa et la Sierra Madre Occidental, la perte de la domination étatique dans le sens évoqué par Raymond Carré de Malberg⁵¹, peut se produire par le contrôle du territoire ou la manipulation de la population par des acteurs non étatiques, les organisations criminelles au cas du Mexique.

A travers ces deux stratégies, les cartels mexicains « agressent les structures plurifonctionnelles de l'État et remettent en cause la légitimité du pouvoir qui, affaibli, finit par perdre le contrôle des populations et des frontières. »⁵². On observe dans cette analyse de Pascal Le Pautremat que les deux éléments plus significatives qui peuvent mettre en cause la légitimité de l'État sont le contrôle de la population et des frontières.

Ces phénomènes de manipulation de la population ont aussi fait leur apparition dans le cas du département de Caquetá qui était contrôlée, dans la plus grande partie de son histoire, par les FARC. Comme il était évoqué auparavant, tandis que les FARC ont commencé leur lutte contre le système politique colombien pour des raisons politiques et de manque d'opportunités pour les paysans, elles se sont impliquées au narcotrafic afin de financer cette lutte, par la suite.

Outre le financement que les FARC ont reçu par la culture de coca et le trafic de la cocaïne, elles se sont impliquées également à la régulation des prix de la production à travers des impôts qui imposent aux paysans afin de monopoliser toute la chaîne du trafic. La guérilla va garantir l'ordre majeur que les représentants de l'État ne peuvent plus dans les bases paysannes⁵³.

Dans plusieurs zones, le règlement des relations sociales que l'État devait effectuer, était complété par la guérilla. Ils'agissait d'un rôle qui renforce le sentiment d'injustice dans les zones isolées de la part d'un État élitiste et de plus, les guérilleros

⁵⁰ Ingram Matthew C., « Regional Economic and Local Educational Foundations of Violence: A Subnational, Spatial Analysis of Homicide in Mexico ». *Woodrow Wilson International Center for Scholars, Mexico Institute, Working Paper Series*, Washington, D.C, 2014, p.4.

⁵¹ « Les hommes ont dû instinctivement se plier à la domination de l'État, parce qu'il était la seule puissance capable d'assurer à l'intérieur l'ordre et la justice dans les rapports des individus les uns avec les autres », dans *Contribution à la théorie générale de l'État, Tome 1*, CNRS Éditions, Paris, 1985, p.54 et il continue en soulignant que dans l'État il y a « une puissance unique, qui est sa puissance de domination » et la « fin unique est d'assurer dans l'État la suprématie d'une volonté dominante, laquelle ne peut-être qu'une volonté unique et indivisible. », dans *Contribution à la théorie générale de l'État, Tome 2*, CNRS Éditions, Paris, 1985, p.24.

⁵² Le Pautremat Pascal., *Zone grise : un nouveau concept pour les maux du nouveau siècle ? dans Les zones grises dans le monde d'aujourd'hui- le non-droit gangrène-t-il la planète ?*, Pierre Pascallon (dir.) l'Harmattan, Paris, 2006, p.29.

⁵³ Rodríguez Pinzón Erika M., *Narcotráfico y conflicto armado en Colombia*, dans *Mercados ilegales y violencia armada: los vínculos entre la criminalidad organizada y la conflictividad internacional*, Josep Ibáñez Muñoz et Constanza Sánchez Avillés (dir.), Tecnos, Madrid, 2015, p. 110.

souvent étaient originaires des régions que les FARC se sont établies. Les racines historiques se sont combinées avec la structure des troupes et l'inefficace étatique et dans certains cas, tous ces aspects sont convertis l'armée nationale à une force d'occupation plus qu'un représentant institutionnel légitime⁵⁴.

Le phénomène de collaboration des FARC avec les paysans de ces zones reste toujours présent. Les FARC se présentent aux paysans comme un pouvoir alternatif qui peut diminuer les inégalités et offrir d'emploi aux personnes marginalisées par l'État. *« Si les FARC se sont longtemps nourries d'un terreau social favorable à l'idée d'une lutte pour réduire les inégalités, il n'en reste pas moins que l'essentiel des revenus des FARC proviennent désormais de la protection apportée, dans les régions où elles sont implantées, aux producteurs de cultures illicites, et avant tout de coca. »*⁵⁵.

Les FARC ont offert de protection aux paysans afin de les convaincre à travailler avec eux. Cette protection était contre la police et l'armée nationale qui représentaient cet État colombien élitiste qui ne s'intéressait pas aux droits des paysans et à leurs conditions de vie, marginalisées dans les zones Rurales de Caquetá et dans d'autres zones similaires du pays. Ensuite, lorsque le conflit armé en Colombie s'évoluait, les FARC ont offert leur protection contre d'autres acteurs illégaux comme des narcotrafiquants et les paramilitaires.

Dans ces zones rurales, au début, les producteurs de drogue ont coexisté avec les FARC et ils ont conclu des accords locaux pour le bon fonctionnement du narco business. Les ressources produites par le narcotrafic ont été très lucratives pour le financement de la révolution, mais aussi elles se sont converties à la subsistance principale d'une partie de la population qui a couvert les zones d'action de la guérilla⁵⁶.

Outre une certaine collaboration avec les paysans, la manipulation de la population par les FARC était aussi exercé par la menace. Cette pratique a notamment commencé après les années 1980, lorsque le Parti Communiste n'avait

⁵⁴ Rodríguez Pinzón Erika M., *Ibidem*, dans *Mercados ilegales y violencia armada: los vínculos entre la criminalidad organizada y la conflictividad internacional*, Josep Ibáñez Muñoz et Constanza Sánchez Avillés (dir.), Tecnos, Madrid, 2015, p. 110.

⁵⁵ Pascal Drouhaud., *op. cit.*, Choiseul Editions, Paris, 2008, p.68.

⁵⁶ Rodríguez Pinzón Erika M., *op. cit.*, dans *Mercados ilegales y violencia armada: los vínculos entre la criminalidad organizada y la conflictividad internacional*, Josep Ibáñez Muñoz et Constanza Sánchez Avillés (dir.), Tecnos, Madrid, 2015, p. 110.

plus de fonds pour financer la lutte armée de la guérilla et les FARC devait trouver des sources alternatives de financement. « *Menacer les propriétaires terriens, les fonctionnaires et les commerçants restait par conséquent le meilleur moyen pour obtenir des liquidités.* »⁵⁷.

Par la suite, nous allons analyser les divergences du phénomène entre le cas mexicain et le cas colombien.

II. Les divergences du phénomène de « zones grises » dans l'État de Sinaloa et le département de Caquetá

A. La nature de « zones grises »

Dans un premier temps, on pourrait évoquer comme première grande divergence entre les « zones grises » au Mexique et en Colombie leur nature. C'est-à-dire que, comme on l'a déjà vu à l'introduction de cette étude, les « zones grises » au Mexique relèvent de la nature socioéconomique et en Colombie, on parle plutôt pour de zones de nature stato-centrée.

La sous-catégorie socioéconomique se base sur la relation des acteurs illégaux avec les institutions étatiques à travers de la corruption. Ces acteurs ont besoin de l'économie légale, afin de construire les réseaux de leur économie illégale basée notamment sur le narcotrafic et par conséquent, ils ne cherchent pas forcément à substituer l'État.

D'après la deuxième sous-catégorie de « zones grises », selon l'analyse de GaïdzMinassian, ces zones en Colombie appartiennent à la nature stato-centrée. Les acteurs armés illégaux -notamment les FARC- cherchent à substituer l'État, parce qu'ils ne sont pas d'accord avec ses politiques et ils proposent de pouvoir politique alternatif.

Cette divergence importante entre le cas mexicain et le cas colombien sur la nature du phénomène des « zones grises », relève principalement de la nature des acteurs qui contrôlent ces zones. La divergence entre les organisations criminelles et la guérilla des FARC est avant tout une différence de nature de leur constitution et de leurs motifs.

⁵⁷ Pascal Drouhaud., *op. cit.*, Choiseul Editions, Paris, 2008, p.64.

D'une part, les cartels mexicains constituent des organisations criminelles. Les éléments d'une organisation criminelle sont définis par la Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil de l'Union Européenne du 11 novembre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée : « *une association structurée, établie dans le temps, de plus de deux personnes agissant de façon concertée en vue de commettre des infractions punissables d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins quatre ans ou d'une peine plus grave, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel.*»⁵⁸. Il s'agit d'une reprise de la définition de la Convention des Nations Unis contre la criminalité transnationale organisée, voire la Convention de Palerme de 2000⁵⁹.

Le narco business - « *negocio* » - constitue la priorité et l'objectif primordial des organisations criminelles mexicaines, parce qu'il s'agit de leur raison d'être. Les nouvelles générations des narcotrafiquants mexicains sont plus violentes, parce qu'elles se disputent le contrôle du territoire et il y a des affrontements directs contre la police et l'armée après 2006, et la guerre déclarée de Felipe Calderón. Ainsi, ces générations se dédient également à d'autres activités criminelles, comme le trafic d'armes, l'extorsion et les enlèvements, mais cependant, le narcotrafic reste l'activité qui prédomine.

D'autre part, les FARC constituent une guérilla avec des motifs purement politiques. Néanmoins, à travers le temps et ces mutations, parce qu'on parle de la plus longue guérilla de l'histoire mondiale avec plus de 50 ans de vie active, elles se sont engagées dans des activités criminelles, notamment dans le narcotrafic et les enlèvements. Cette évolution a surtout fait son apparition à partir des années 1980 et 1990, lorsque le Parti Communiste ne détenait plus les moyens suffisants afin de financer leur lutte.

D'ailleurs, leurs pratiques d'enlèvement se présentent en deux catégories : les otages « économiques » et les prisonniers politiques. La première catégorie se réfère à des personnes qui ont été enlevées contre rançon et dans la

⁵⁸ Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil de l'Union Européenne du 11 novembre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée, JO L 300, 11.11.2008, Article 1§1.

⁵⁹ « Un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert en vue de commettre une ou plusieurs infractions graves, ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en retirer un avantage financier ou un autre avantage matériel », Convention des Nations Unis contre la criminalité transnationale organisée, Article 2§a, Terminologie.

deuxième appartient des personnes qui sont dans la catégorie d' « échangeables » - qui seront échangés avec des prisonniers combattants de guérilla-, notamment par le milieu politique et l'armée⁶⁰.

Le caractère politique des FARC relève également de deux aspects clés du conflit armé colombien : en premier lieu, de l'internationalisation du conflit, à partir du moment qu'il a pris une ampleur importante, et en deuxième lieu, la solution diplomatique et politique qui a réussi à atteindre à travers la négociation de la Havane, le président Juan Manuel Santos et la conclusion d'un accord pacifique. Sur le premier aspect, les gouvernements colombiens se sont dirigés vers l'international et principalement au partenaire diplomatique plus proche, les États-Unis afin de faire face à la question des guérillas. Sur le deuxième aspect, cette résolution diplomatique du conflit montre son caractère politique, qui s'est renforcé par le fait que l'Union Européenne et les États-Unis ont supprimé les FARC par la liste des organisations terroristes, depuis les conversations à la Havane.

Bien que le Mexique a aussi reçu d'aide par l'international, notamment par les États-Unis, cette internationalisation du conflit armé colombien n'a jamais été arrivé au pays. Pour l'instant, les administrations mexicaines ne donnent pas aucun caractère politique au combat contre les organisations criminelles et elles préfèrent résoudre le phénomène sans présence extérieure sur le terrain mexicain.

En outre, une différence entre les deux cas se présente sur la question du « *state-building* », c'est-à-dire la construction de l'État du système politique.

B. Le « *state-building* » et le facteur politique

Dans le cas du Mexique, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) est resté 71 ans au pouvoir et continue de nouveau à partir de 2012 et l'élection d'Enrique Peña Nieto. Cette situation particulière a eu deux conséquences : premièrement, la machine étatique s'est rendue très lente et deuxièmement, peu à peu le PRI perdait le contrôle sur les narcotrafiquants « *qui acquièrent plus d'autonomie par rapport au pouvoir politique* »⁶¹.

L'alternance politique, en 2000, au Mexique et l'arrivée de Vicente Fox et du Parti d'Action Nationale (PAN) au pouvoir a changé un peu la donne. Les relations des dirigeants politiques avec les grands chefs des cartels se sont rompues.

⁶⁰ Pascal Drouhaud., *op. cit.*, Choiseul Editions, Paris, 2008, pp.83-86.

⁶¹ Astorga Luis, «México, Colombia y las drogas ilegales. Variaciones sobre un mismo tema», *Análisis histórico del narcotráfico en Colombia*, Bogotá, octobre 2003.

L'administration de Fox va adopter des mesures afin de faire face aux phénomènes criminels, mais de manière sélective et avec une réticence d'utiliser la force publique⁶².

Le « *state-building* » au Mexique constitue un cas particulier, puisque le narco business a grandi en manière parallèle que l'État mexicain, parce que personne ne voulait pas mettre une fine définitive à une entreprise tant lucrative comme le narcotrafic. La corruption a infiltré tous les niveaux presque de toutes les institutions étatiques. Des policiers, des militaires et des dirigeants politiques ont souvent collaboré avec les cartels.

Selon l'analyse de Gerardo Rodríguez Sánchez et Judith A. Nieto, « ce qui est observé dans certaines régions est une chaîne de contrôle économique basée sur les réseaux de corruption et d'impunité que leur donne le vide de pouvoir généré par certains gouvernements locaux. En ce sens, les grands « barons de la drogue » et ses lieutenants régionaux ont des niveaux de dominance (politique, économique, armée et des réseaux sociaux) qui affaiblissent l'autorité des représentants politiques démocratiquement élus dans les urnes. »⁶³.

Cette démocratie « nouvelle » mexicaine n'a pas la puissance et l'expérience institutionnelle afin de faire face de manière efficace à des phénomènes de corruption bien établis toute au long de son histoire politique. Ainsi, contrairement, au cas des FARC, au Mexique « c'est le pouvoir lui-même qui concède des espaces d'impunités à certains cartels pour leur permettre d'agir. »⁶⁴.

En ce qui concerne les « zones grises » en Colombie, elles ont fait leur apparition à cause de deux facteurs clés, d'après l'analyse de Gaïdz Minassian : la complexité géographique du pays et la construction inachevée d'un État-nation. Dans le premier cas, la Colombie avec ses valles, ses montagnes et la forêt amazonienne offre « un ensemble d'espaces propices à l'isolement identitaire, à l'autonomisation des comportements et à la difficile pénétration par les institutions centrales de l'État. ». La spécificité géographique a parfois rendu difficiles les

⁶² Chabat Jorge., La respuesta del gobierno de Felipe Calderón al desafío del narcotráfico: entre lo malo y lo peor, dans, *Los grandes problemas de México, Seguridad nacional y seguridad interior*, sous la coordination de Arturo Alvarado et Mónica Serrano, El Colegio de México, México, 2010, p.29.

⁶³ Gerardo Rodríguez Sánchez et Judith A. Nieto., El terrorismo como método del crimen organizado en México, dans *Crimen organizado e Iniciativa Mérida en las relaciones México-Estados Unidos*, Raúl Benítez Manaut (éditeur), Colectivo de Análisis de la Seguridad con Democracia, México, 2010, p.89.

⁶⁴ Labrousse Alain., *Géopolitique des drogues*, Que sais-je ?, Paris, 2011, p.45.

communications et a exposé les frontières aux axes de narcotrafic (Pérou, Brésil, Équateur et Venezuela)⁶⁵.

Dans le deuxième cas, celui de la construction inachevée de l'État-nation, qui est tout à fait lié à la géographie du pays et ses problématiques, la Colombie a tardé à régler la redistribution de terre. La Colombie, un pays notamment rural, a été beaucoup affectée par ce retardement et il s'agissait de la cause de création de mouvements rebelles. De plus, le système politique bipolaire avec le Parti conservateur et proche de l'Église, d'un côté, et le Parti libéral de l'autre, « a empêché tout réel contrat social, d'autant plus que les deux formations se sont à maintes reprises affrontées les armes à la main, accréditant l'idée que la rébellion est naturellement tolérée dans ce pays. »⁶⁶.

Ainsi, malgré le fait que la Colombie constitue la plus ancienne et peut-être la plus solide démocratie du continent latino-américain, le retardement de la redistribution de la terre, en combinaison avec le pacte entre les deux partis plus puissants du pays -le Parti Libéral et le Parti Conservateur- qui n'ont pas laissé d'alternatives à la vie politique, ont eu comme conséquence l'émergence de mouvements rebelles armés qui voulaient défier et substituer l'État.

Le Mexique doit faire face à la corruption accrue des fonctionnaires publics et des dirigeants politiques qui ont permis un « laisser passer, laisser faire » aux narcotrafiquants dans le passé et la Colombie doit éventuellement régler la question agraire, source d'émergence de plusieurs guérillas et mouvements rebelles, dorénavant à la phase post-conflit.

A part la différence évoquée entre les cas mexicain et colombien sur la question du « *state-building* » et le facteur du système politique, nous allons analyser une dernière différence qui se focalise sur l'affaire du fonctionnement et de l'expansion de la « zone grise ».

C. Comment fonctionnent les groupes armés illégaux au sein des zones qui contrôlent ? Quelle est leur différence sur la question de l'expansion territoriale ?

Comme on l'a déjà signalé précédemment, au sein des « zones grises » que la présence étatique est extrêmement fragilisée, les activités criminelles

⁶⁵MinassianGaidz., *op. cit.*, Autrement, Paris, 2011, p.128.

⁶⁶MinassianGaidz., *Ibidem*, Autrement, Paris, 2011, p.128.

s'épanouissent. Le narcotrafic, le trafic d'armes, l'extorsion et l'enlèvement constituent des activités illicites qui se présentent dans les deux cas de cette étude.

Néanmoins, le fonctionnement des organisations criminelles mexicaines et les FARC en Colombie est distinct. D'un côté, les cartels mexicains cherchent à coopérer avec les pouvoirs locaux, tandis que de l'autre côté, les FARC voulaient intimider et substituer le pouvoir local.

Plus particulièrement, concernant la question de l'État de Sinaloa et la partie du « Triangle d'Or » qui lui appartient géographiquement, la zone est contrôlée par le puissant cartel de Sinaloa. Le cartel de Sinaloa a construit son empire à travers la corruption, même en dehors de l'État de son origine. Diego Enrique Osorno, nous raconte comment les membres de l'organisation ont rencontré en 2003, Mauricio Fernández Garza, l'actuel maire de la municipalité de San Pedro Garza García à l'État de Nuevo León, lorsqu'il était candidat au poste de gouverneur. Ils lui ont demandé qu'il ne s'implique pas au trafic de drogue en lui offrant une somme extraordinaire d'argent⁶⁷.

La question de la corruption constitue un facteur significatif afin que les organisations criminelles prennent le contrôle d'une zone, comme dans le cas de l'État de Sinaloa. « *Il suggère un équilibre bas, dans lequel les organisations criminelles corrompent, les acteurs fidèles à l'État désertent et ils complotent avec des groupes criminels; à leur tour, les acteurs infidèles à l'État désertent dans une plus grande mesure.* »⁶⁸.

Quant au fonctionnement des FARC au sein des zones de leur contrôle, l'approche se différencie. Les FARC n'ont pas besoin de l'État et de son économie pour fonctionner dans la mesure que les organisations criminelles mexicaines le nécessitent. Leur objectif principal constitue sa substitution. Une fois qu'elles ont bien été implantées dans les zones rurales et dans la périphérie, elles visaient à accaparer les métropoles. A partir de 1993, leur priorité était la ville de Bogotá et Medellín. Afin d'atteindre ces buts, elles ont utilisé une stratégie ciblée ; « *en les encerclant progressivement et en s'y infiltrant. [...] En 2002, les FARC parviennent même à infiltrer des guérilleros dans un ou deux quartiers de ces métropoles* »⁶⁹.

⁶⁷ Osorno Diego Enrique., *op. cit.*, Random House Mondadori, México, D.F., 2009, pp.31-32.

⁶⁸ Bailey John., *op. cit.*, Penguin Random house, Mexico, 2014, p. 132.

⁶⁹ Pécaut Daniel., « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques »,

Comme on l'a déjà évoqué, les zones périphériques, comme le département de Caquetá et le Putumayo sont d'importance primordiale pour les FARC. La stratégie de fonctionnement est différente à l'approche de l'accaparement des grandes villes. « *En détruisant les postes de police -en 2002, 172 municipes se retrouvent sans présence policière et beaucoup de ces municipes sont très étendus et comprennent de nombreux hameaux-, en assassinant ou séquestrant une partie du personnel politique local 5, en obligeant l'autre partie à se soumettre, se démettre ou se réfugier dans les capitales départementales, les FARC visent à mettre en place « un État en formation » [...] Dans ces mêmes régions, elles interdisent à diverses reprises aux habitants de se rendre aux urnes »*⁷⁰. Leur approche reste totalement contre le système politique.

En matière de l'expansion territoriale, l'approche des cartels mexicains est distincte de l'approche des FARC. En ce qui concerne l'approche des cartels, à la fin des années 1980 une réunion entre les narcotrafiquants de cette époque allait définir les nouveaux leaders qui prenaient le contrôle de différentes régions du pays afin d'évoluer le narco business. Cette réunion a eu comme résultat l'émergence de ce qu'on connaît à nos jours comme cartel de Tijuana, de Juárez et de Sinaloa. Par la suite, ils ont aussi émergé les cartels du Golfe, des Zetas et la FamiliaMichoacana⁷¹.

Ensuite, on peut observer que le contrôle territorial, dans le cas mexicain, a commencé à s'exercer au niveau régional et après des années au niveau national et international. Ainsi, on a des cartels qui prennent le nom de l'État ou de la région de son origine et de leur base d'opération. L'expansion territoriale vient par la suite, à travers les diverses disputes entre les cartels, leurs alliances de court terme et leur fragmentation.

Durant la période 1990-2006, les traits caractéristiques de l'évolution de la criminalité organisée au Mexique relèvent d'une part, la fragmentation des organisations et qui a eu comme conséquence leur expansion territoriale d'action, leur renforcement militaire et la diversification de leur activités en ciblant également le patrimoine de la population à travers l'extorsion et les enlèvements ; et d'autre part, l'aggravation de la faiblesse et l'augmentation de la corruption et de l'assujettissement des forces de police municipaux et étatiques⁷².

Hérodote, n° 123, 4^e trimestre, La Découverte, Paris, 2006. p.22.

⁷⁰Pécaut Daniel., *Ibidem*, *Hérodote*, n° 123, 4^e trimestre, La Découverte, Paris, 2006. p.29.

⁷¹ General Bucio Rodríguez Luis., *op. cit.*, (Thèse de doctorat inédite), Secretaría de la Marina, Armada de México, Centro de Estudios Superiores Navales, México, 2016, pp.102-103.

⁷² Valdés Castellanos Guillermo., *Historia del narcotráfico en México*, Santillana, México, D.F., 2013, p. 397.

En outre, les organisations criminelles nécessitaient une plus grande mobilité et une présence ouverte ; pour cette raison, elles se sont déplacées par des autoroutes, villages, avenues principales en convois de camions avec des tueurs à gages armés avec des fusils de haute calibre⁷³. Leur expansion s'effectue au début par la dispute des routes d'acheminement de drogue aux États-Unis –ports, aéroports-, par la suite, par les zones de production et enfin, par les points stratégiques aux frontières.

Contrairement, l'expansion territoriale des FARC se fait d'une autre stratégie. Comme on l'a déjà analysé précédemment, les FARC se sont divisées en 7 blocs par région. Ces blocs suivent les ordres d'un état-major et de son commandement. Ils sont aussi régionaux occupant certaines zones. L'expansion territoriale évolue en termes parallèles avec l'évolution du conflit armés et des attaques par la police et l'armée nationale colombienne.

Dans le cas des FARC, il n'y a pas de dispute territoriale avec les autres guérillas, comme être les cartels. Cette dispute émerge lorsque les groupes paramilitaires ont commencé à opérer au sein des mêmes zones que la guérilla et visaient à récupérer le territoire contrôlé par les FARC. Leur première expansion s'est effectuée à des quartiers marginalisés et notamment ruraux, parce qu'elles aussi provenaient par ces zones.

A partir des années 1980, les FARC décident de multiplier leurs fronts afin d'accaparer plus de territoire et s'étendre à plusieurs zones. « *D'une quinzaine de fronts en 1982, les FARC passent à une quarantaine en 1990 et à plus de 60 en 2000. De 2000 en 1982, leurs effectifs passent à 8 000 en 1990 et 17 000 en 2000.* »⁷⁴. Sans doute les FARC continuent à exercer un contrôle stable dans les régions de colonisation du sud du pays, comme le département de Caquetá.

Après la constitution des blocs qui rassemblaient divers fronts, elles ont mis l'accent sur « *l'organisation de « colonnes mobiles », la réalisation d'attaques massives et surtout la conversion des principales villes en cibles privilégiées. Par-delà les divers objectifs géographiques, le projet militaire global tourne autour de deux ambitions : menacer le pouvoir central et consolider l'emprise territoriale. Si la vision*

⁷³ Valdés Castellanos Guillermo., *Ibidem*, Santillana, México, D.F., 2013, p. 397.

⁷⁴ Pécaut Daniel., *op.cit.*, *Hérodote*, n° 123, 4^e trimestre, La Découverte, Paris, 2006. p.15.

ruraliste demeure, les FARC sont parfaitement conscientes que le rapport de forces se joue d'abord dans les villes. »⁷⁵.

Suite à l'étude, des similitudes et des divergences de « zones grises » dans l'État de Sinaloa et la région de Caquetá, on doit se demander comment les FARC ont perdu leur puissance et le contrôle du territoire à travers les années, tandis que les organisations criminelles au Mexique ont gagné plus de puissance dans les dernières années ?

CONCLUSIÓN

Dans les années plus récentes, les deux groupes armés illégaux de cette étude, subissent des évolutions différentes. Les FARC, à partir de 2005, ont commencé à perdre la plus grande partie du territoire qu'elles contrôlaient et une importante partie de leur puissance militaire. Cependant, les organisations criminelles au Mexique, elles se sont renforcées à partir de 2006, et paraissent plus violentes.

Les FARC ont atteint l'apogée de leur puissance durant la période entre 1998-2002. Sur cette période, elles se sont lancées les négociations avec l'administration Pastrana dans la « Zone de Détente » au sud du pays. « Les 42 000 km² inclus dans la zone démilitarisée établie de 1998 à 2002 dans le cadre des négociations avec le gouvernement ne font que s'y ajouter. »⁷⁶.

Malgré le fait que cette zone a constitué le théâtre des rencontres et des discussions sur tous les fronts ouverts de la vie politique et sociale du pays, le gouvernement n'a pas cessé « à perfectionner l'appareil militaire, à impliquer dans le conflit la population civile et à subordonner toutes les structures de l'État à la politique de guerre »⁷⁷.

Après l'échec de ces négociations commence l'affaiblissement progressif des FARC pour deux raisons : en premier lieu, l'arrivée de Álvaro Uribe et politique de « Sécurité Démocratique » et en deuxième lieu, les coups sévères successifs des paramilitaires contre la guérilla et la récupération du territoire.

Suite à son première élection à la présidence Álvaro Uribe Velez, en 2002, a lancé son programme de « Sécurité Démocratique ». Dans ce plan, « la constitution d'un réseau national des coopérants et d'indicateurs dans les zones urbaines et

⁷⁵Pécaut Daniel., *Ibidem.*, Hérodote, n° 123, 4^e trimestre, La Découverte, Paris, 2006. p.29.

⁷⁶Pécaut Daniel., *Ibidem.*, Hérodote, n° 123, 4^e trimestre, La Découverte, Paris, 2006. p.29.

⁷⁷ Hernando Calvo Ospina., *Colombie : Derrière le rideau de fumée / Histoire du terrorisme d'État*, le Temps des Cerises, Pantin, 2008, p.302.

rurales, fut l'un des programmes clé. »⁷⁸. Ensuite, des entreprises de sécurité privée ont été intégrées dans ce réseau national et elles se sont mises en concertation avec les Forces armées colombiennes.

Dans le cadre du plan « Sécurité Démocratique », ils ont aussi été adoptés les « Plan Colombie » et « Plan Patriote » et la Colombie a reçu d'aide logistique et militaire par les États-Unis. Les Forces Armées Colombiennes ont été renforcées et plus expérimentées dans la lutte antiterroriste. Bien que en 2006 l'accord de démobilisation avec les paramilitaires a été conclu, les forces colombiennes ont continué ses coups sévères contre les FARC.

ÁlvaroUribe a gagné de nouveaux les élections à la présidentielle et il a poursuivi son combat contre les guérillas. Les FARC, chaque année, perdaient plus des combattants et plus de territoire. Avec l'arrivée de l'ex-ministre de Défense, Juan Manuel Santos, au mandat présidentiel, en 2010, les relations entre le gouvernement colombien et les FARC ont progressivement entré dans une longue phase de négociations diplomatiques afin de mettre fin aux atrocités du conflit et à partir de 2016, la Colombie est entrée dans la phase post-conflit.

Contrairement, le phénomène des « zones grises » au Mexique est d'actualité. Ce phénomène a plutôt été déclenchée et a pris une grande ampleur en 2006, suite à la déclaration de lutte militarisée par l'ex-président mexicain Felipe Calderón. Cette décision politique qui visait à affaiblir les cartels en éliminant leurs leaders, a eu deux conséquences inattendues : d'une part, la fragmentation des cartels qui se sont restructurés après les arrêts ou les exécutions de leurs leaders et d'autre part, l'émergence d'une génération nouvelle des narcotrafiquants qui s'arme avec de matériel sophistiqué et ils sont extrêmement violents.

En ce qui concerne, la fragmentation des cartels depuis 2006, on pourrait souligner que les arrestations et les exécutions des leaders du narcotrafic, au lieu d'éliminer les cartels, ont eu comme conséquence la nouvelle structuration des organisations criminelles plus locales. Le fait qu'il n'existait que six puissants cartels opérationnels sur le territoire mexicain en 2007 contre 16 en 2011, constitue le facteur

⁷⁸ Hernando Calvo Ospina., *Ibidem*, p.326.

crucial de cette fragmentation. Actuellement, on parle de plus de 89 cartels et sous-cartels qui opèrent aussi comme des mafias locales⁷⁹.

Ensuite, quant à l'armement sophistiqué des organisations criminelles mexicaines et le développement des trafic d'armes, Ricardo Ravelo souligne que « *l'augmentation de la capacité logistique des organisations criminelles et la nécessité d'exercer le contrôle territorial les ont obligés à augmenter leur puissance de feu pour faire face à leurs concurrents. En outre, la décision du gouvernement des États-Unis de lever en 2004 l'interdiction sur la vente d'armes d'assaut, a autorisé les gangs criminels à acquérir des armes de grande puissance pratiquement sans restriction.* »⁸⁰.

Les armes les plus utilisées par les cartels mexicains sont de type AR-15 –des fusils semi-automatiques– et de type AK-47 –connues comme Kalachnikov. La vente des versions automatiques de ces types d'armes est illégale aux États-Unis. Néanmoins, il y a des manuels qui expliquent la façon de modifier les AR-15 et les AK-47 à des armes totalement automatiques⁸¹. Ces armes sont aussi préférées par les narcotrafiquants, parce que c'est assez facile de les démanteler et échapper du contrôle. Les narcotrafiquants utilisent également des fusils d'assaut et des mitrailleuses automatiques ou semi-automatiques, des missiles antiaériens, des grenades et des bombes.

En guise de conclusion, on a vu qu'un phénomène comme les « zones grises » peut prendre des diverses dimensions qui dépendent des traits caractéristiques d'un pays. La Colombie à travers nombreux efforts et plusieurs années de conflit armé a fait face à ce phénomène, malgré les conséquences significatives au sein du pays et sur le bien-être de sa population. Est-ce que le Mexique est politiquement prêt à adopter un plan de sécurité nationale transexenal afin de faire face aux « zones grises » ?

⁷⁹ Flores Nancy, «Los 89 cárteles que arrasan México», *Contralínea*, México, 2 juin 2013.

⁸⁰ Ravelo Ricardo., *Narcomex: Historia e Historias de una guerra*, Vintage español, México, 2012, p.44.

⁸¹ Vulliamy Ed., *Améxica: guerra en la frontera*, Tusquets Editores, Barcelone, 2012, p.316.

BIBLIOGRAPHIE

Documentsofficielsinternationaux - Rapports

Centro Nacional de Memoria Histórica - Caquetá: conflicto y memoria. Bogotá: Imprenta Nacional de Colombia (2013).

Convention des Nations Unis contre la criminalité transnationale organisée, Article 2§a, Terminologie.

Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil de l'Union Européenne du 11 novembre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée, JO L 300, 11.11.2008, Article 1§1.

Ouvrages

Alvarado Arturo et Serrano Mónica., *Los grandes problemas de México, Seguridad nacional y seguridad interior*, El Colegio de México, México, 2010.

Bailey John., *Crimen e impunidad, las trampas de la seguridad en México*, PenguinRandomhouse, Mexico, 2014.

Benítez Manaut Raúl (éditeur), *Crimen organizado e Iniciativa Mérida en las relaciones México-Estados Unidos*, Colectivo de Análisis de la Seguridad con Democracia, México, 2010.

Calvo Ospina Hernando., *Colombie : Derrière le rideau de fumée / Histoire du terrorisme d'État*, le Temps des Cerises, Pantin, 2008.

Carré de Malberg Raymond., *Contribution à la théorie générale de l'État, Tome 1 & 2*, CNRS Éditions, Paris, 1985.

Drouhaud Pascal., *FARC, Confessions d'un guérillero*, Choiseul Editions, Paris, 2008.

Ibáñez Muñoz Josep et Sánchez Avillés Constanza (dir.), *Mercados ilegales y violencia armada: los vínculos entre la criminalidad organizada y la conflictividad internacional*, Tecnos, Madrid, 2015.

Labrousse Alain., *Géopolitique des drogues, Que sais-je ?*, Paris, 2011.

Osorno Diego Enrique., *El cartel de Sinaloa, una historia del uso político del narco*, RandomHouseMondadori, México, D.F., 2009.

Pierre Pascallon (dir.), *Les zones grises dans le monde d'aujourd'hui- le non-droit gangrène-t-il la planète ?*, l'Harmattan, Paris, 2006.

Ravelo Ricardo., *Narcomex: Historia e Historias de una guerra*, Vintage español, México, 2012.

Valdés Castellanos Guillermo., *Historia del narcotráfico en México*, Santillana, México, D.F., 2013.

Vulliamy Ed., *América: guerra en la frontera*, Tusquets Editores, Barcelone, 2012.

Weber Max, traduit par Jacques Chavy et Eric de Dampierre., *Économie et société, Tome 1 : les catégories de la sociologie*, Collection Pocket, Éditions Agora, Paris, 2003.

Thèses

General Bucio Rodríguez Luis., *Participación de las Fuerzas Armadas en la estrategia de combate al narcotráfico del Presidente Felipe Calderón Hinojosa*, (Thèse de doctorat inédite), Secretaría de la Marina, Armada de México, Centro de Estudios Superiores Navales, México, 2016.

Articles de revue

Ingram Matthew C., « Regional Economic and Local Educational Foundations of Violence: A Subnational, Spatial Analysis of Homicide in Mexico ». *Woodrow Wilson International Center for Scholars, Mexico Institute, Working Paper Series*, Washington, D.C, 2014.

Pécaut Daniel., « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, n° 123, 4e trimestre, La Découverte, Paris, 2006.

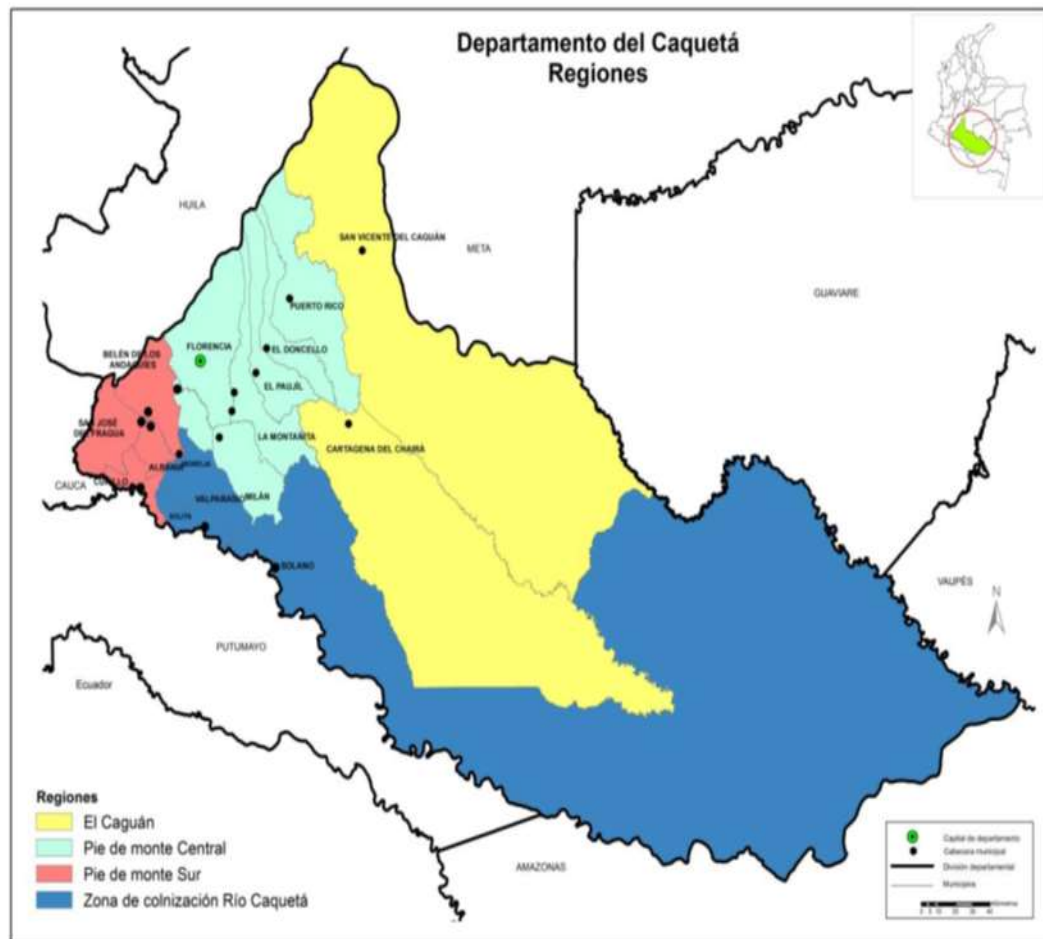
Vásquez Teófilo., *Caquetá Análisis de conflictividades y construcción de paz, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)*, Suède, 2014.

Articles

Astorga Luis, «México, Colombia y las drogas ilegales. Variaciones sobre un mismo tema», *Análisis histórico del narcotráfico en Colombia*, Bogotá, octubre 2003.

Flores Nancy, « Los 89 cárteles que arrasan México », *Contralínea*, México, 2 juin 2013.

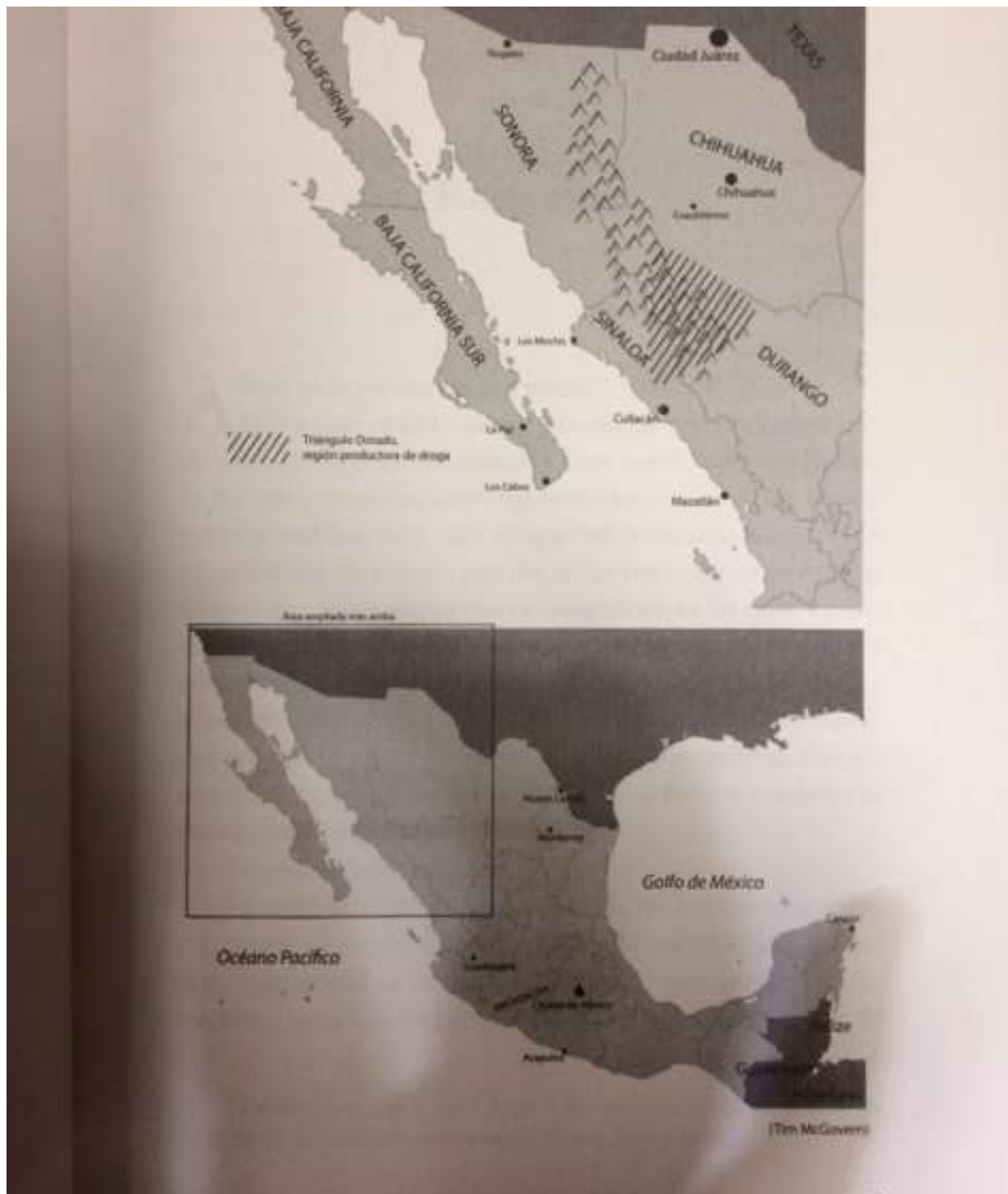
Annexe I



Le département de Caquetá

Source: Vásquez Teófilo., *Caquetá Análisis de conflictividades y construcción de paz*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Suède, 2014.

Annexe II



Le «Triángulo d'Or»-Sinaloa, Durango, Chihuahua

Source:Grillo Ioan., *El Narco. En el corazón de la insurgencia criminal mexicana*, Ediciones Urano, S.A. Aribau, Barcelona, 2012.